

Overwegende dat het noodzakelijk is maatregelen te treffen voor de normale werking van de bestaande jachtraden tijdens dit jachtseizoen, in afwachting van de vaststelling van de algemene voorwaarden en van de erkenningsprocedure;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Bij wijze van overgangsmaatregel worden de in artikel 2, §§ 1 tot 13, van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994 tot vaststelling van bijzondere voorwaarden voor de jacht op grof wild in sommige jachtgebieden bedoelde jachtraden tot 30 juni 1996 erkend.

Deze voorlopige erkenning wordt uitgebreid tot de grondgebiedsuitbreidingen waarvan deze raden kennis gegeven hebben aan de Bosdienst op de datum van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 2. Dit besluit wordt van kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 september 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s en Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 95 - 2516

[C - 27489]

23 MAI 1995. — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine tel que modifié par les arrêtés du 15 janvier 1987, du 4 novembre 1993 et du 7 juillet 1994

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine tel que modifié par les arrêtés du 15 janvier 1987, du 4 novembre 1993 et du 7 juillet 1994;

Vu l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire, donné le 9 décembre 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'indique de fixer sans délai la composition et le contenu du dossier de base requis pour être admissible au bénéfice des subventions;

Considérant que de nombreuses communes élaborent leur dossier de rénovation urbaine sur base de la présente et nouvelle présentation et que, dès lors, la sécurité juridique impose de toute urgence de les rassurer par la mise en oeuvre rapide de ces nouveaux outils,

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de rénovation urbaine ou "projet de quartier" contient 5 types de documents : les documents dits "administratifs", un document relatif aux données de l'enquête, l'analyse de l'enquête, le schéma directeur et des dispositions quant au financement de l'opération.

Art. 2. Des documents administratifs.

Le dossier de projet de quartier comportera :

1° un extrait des délibérations du conseil communal décidant du principe de l'opération et du périmètre du quartier à rénover. Cette délibération devra contenir une motivation du choix du quartier et du tracé du périmètre;

2° la composition et le règlement de la commission de rénovation du quartier visée à l'article 18 de l'arrêté du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine;

3° une note relative au mode de consultation des habitants, de son organisation et sa fréquence;

4° la preuve des dispositions prises pour pourvoir au relogement des habitants dans le quartier ou à proximité pendant et après les travaux tel que visé par l'article 19 de l'arrêté du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine;

5° un extrait des délibérations du conseil du centre public d'aide sociale lorsqu'il décide de sa participation à l'opération;

6° dans le cas où la commune a fait appel à une intercommunale, la convention, visée à l'article 3 de l'arrêté du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine, approuvée par la Commune;

7° au cas où l'étude du volet social visé à l'article 5, 3° est imposée, l'engagement de la commune, assistée par son centre public d'aide sociale, de recourir partiellement à la main d'oeuvre du quartier en formation professionnelle ou formée pour réaliser les travaux de mise en oeuvre du projet;

Art. 3. Du document relatif aux données de l'enquête.

§ 1. Le document comportera 2 volets : un recueil de données objectives et un recueil de données subjectives.

§ 2. Le recueil de données dites "objectives" comprend :

1° un mémoire d'histoire sociale et économique expliquant l'aménagement spatial actuel et illustré par des plans ou documents retraçant cette évolution socio-économique;

2° un volet physique qui tiendra compte :

a) de la situation géographique du quartier à rénover. Seront établis un plan indiquant la situation de la commune par rapport à sa région avec indications des frontières naturelles, un plan de situation du quartier dans l'agglomération à l'échelle 1/10 000^e avec indications des principaux axes de circulation, ainsi qu'un plan cadastral du quartier reprenant les limites du périmètre;

b) de la structure du quartier à rénover. Une série de plans à l'échelle cadastrale ou au 1/2 500^e suivant la taille du quartier indiquera notamment :

- le tracé des rues, le parcellaire;
- la topographie et les lignes de force;
- l'affectation des espaces bâtis et des espaces non bâtis;
- l'état qualitatif des bâtiments, c'est-à-dire la description de l'état physique, la valeur architecturale, le gabarit des bâtiments;
- les points et les espaces de repère;
- la présence de cours ou plans d'eau divers et leurs statuts;
- la qualité de l'environnement;
- les espaces verts comprenant notamment les parcs et les arbres intéressants relevant aussi bien du domaine public que privé;
- la présence d'immeubles vides ou abandonnés;
- la répartition, exprimée en pourcentage, des immeubles mis en location ou occupés par le propriétaire;
- le nombre de logements sociaux ou assimilés existants, le nombre de demandes en suspens.

c) de la situation existante en droit :

- un ou plusieurs plans indiqueront les propriétés publiques (notamment celles appartenant à l'Etat, à la Région, à la Communauté, à la Province, à la Commune, au CPAS et à une intercommunale) et les propriétés privées (notamment celles appartenant aux particuliers et aux entreprises privées en activité ou non);
- la situation juridique notamment lorsqu'une partie du territoire est couverte par un plan particulier d'aménagement ou est située dans un périmètre de sites d'activité économique désaffectés;
- les biens classés ou repris à l'inventaire du patrimoine monumental;
- les servitudes publiques;
- le nombre d'autorisations urbanistiques accordées sur une période de cinq ans.

d) des problèmes relatifs à la circulation.

Une série de schémas indiquant :

- les types de liaisons externes, interquartiers et leur localisation;
- les types de liaisons internes au quartier avec le statut et le type d'usagers;
- la hiérarchie de ces liaisons;
- le flux (intensité, encombrements, vitesse, zones rouges et dangereuses) des différents types de circulation (piéton, vélo, voiture, véhicule lourd, transport en commun).

3° un volet économique et fonctionnel. Il comporte, un ou plusieurs plans indiquant les équipements et activités: administrations (avec et sans guichet); formations (types d'enseignements, spécialités); santé, culture, loisirs et sports; tourisme, équipements d'infrastructure (parking, cimetière,...); transports, tertiaire lourd (notamment les entrepôts); entreprises d'économie sociale; industrie et artisanat; commerces sédentaires et non sédentaires.

4° un volet social indiquant :

- le nombre d'habitants;
- la répartition de la population par sexe;
- la répartition de la population par âge;
- la répartition de la population par nationalité;
- la répartition de la population en fonction de l'état civil;
- la taille des ménages;
- le statut socio-professionnel de la population;
- le taux de population active et non active par sexe, âge et nationalité;
- le taux de la population bénéficiant d'allocations de chômage par tranches d'âge et selon le sexe et la nationalité;
- le taux de la population demanderesse d'emplois par tranche d'âge et selon le sexe et la nationalité;
- un document précisant le taux de rotation de la population par catégories socio-professionnelles et tranches d'âge depuis cinq ans;
- un relevé de la population par âge, sexe, état civil, nationalité, taille des ménages, statut social ou profession, niveau et types d'études, niveau de revenus, nombre de demandeurs d'emploi, nombre de retraités;
- des statistiques du taux de délinquance, taux de criminalité si possible localisés sur une carte.

§ 3. Le recueil de données dites "subjectives" comprend :

1° un volet physique consistant en, d'une part, la prise en compte des souhaits d'aménagement du cadre de vie, bâti et non bâti, émis par les habitants et les usagers et leur ordre de priorité et, d'autre part, l'identification des éléments de "patrimoine social" par les habitants illustrés par des cartes et photos;

2° un volet économique et fonctionnel comprenant les créations, dynamisations, maintiens d'équipements publics souhaités par les habitants et usagers;

3° un volet social comprenant:

- une étude du mode de vie des habitants du quartier;
- une synthèse de l'image que les habitants ont de leur quartier et de celle qu'ils souhaitent lui donner;
- une synthèse du concours actif que les habitants sont prêts à apporter à la réalisation du projet de quartier.

Art. 4. De l'analyse de l'enquête.

§ 1er. En s'appuyant sur les renseignements relatifs aux données de l'enquête, l'analyse devra dégager :

- 1° l'identité du quartier qui tient compte de la perception qu'ont les habitants de leur espace de vie;
- 2° les atouts du quartier, permettant son développement, notamment ses richesses naturelles telles la végétation et l'eau; ses richesses sociales tels la vie associative, festivités, marchés, activités scolaires, culturelles, services d'aide sociale ou centres de formation professionnelle; ses richesses patrimoniales et architecturales; ses richesses urbanistiques tels les bâtiments-clefs du quartier, les liaisons intéressantes, les places ou les squares; ses richesses économiques;
- 3° les faiblesses du quartier sur base des mêmes thèmes que ceux visés au point 2 du présent article.

§ 2. Le bilan dégagé par le §1er présentera une analyse de faisabilité des priorités dégagées par l'enquête en fonction des atouts et des faiblesses du quartier.

Art. 5. Du schéma directeur.

Le schéma directeur, couvrant l'espace délimité par le périmètre de rénovation, devra au moins comporter :

1° un volet physique qui comprendra les objectifs à réaliser c'est-à-dire le(s) plan(s) masse(s) des affectations des immeubles bâtis ou non; les types de requalifications du cadre de vie du quartier envisagées notamment au point de vue de la propreté, de la sécurité, des espaces de jeux et de rencontres, de la verdure; la liste de tous les projets à mener en vue de la réalisation du schéma-directeur, et à matérialiser en un plan tenant compte des aménagements publics envisagés et des aménagements privés escomptés; la description de chaque projet par phases, en fonction de leur priorité avec estimation, calendrier et faisabilité.

En outre, dans les quartiers d'initiative tels que visés à l'article 27 § 1er de l'arrêté du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine, pour réaliser ces objectifs, on aura recours à la main-d'oeuvre fournie par les habitants pour les travaux de proximité et aux données de l'enquête et de son analyse.

2° un volet économique et fonctionnel qui comprendra :

- une proposition de stratégie pour pallier le manque d'activités et d'équipements détecté par l'enquête.
- dans les quartiers d'initiatives, une estimation du type d'activités et d'équipements à créer dans le quartier par la réalisation de l'opération et du nombre d'emplois par activité;

Pour réaliser ces objectifs, on aura recours aux données de l'enquête et de son analyse.

3° dans les quartiers d'initiatives, un volet social qui comprendra le type d'emplois de proximité créés tel celui conçu dans le cadre d'une régie de quartier ou d'une entreprise d'apprentissage professionnel et le type de formations nécessaires pour créer ces emplois.

Pour réaliser ces objectifs, on aura recours aux diverses aides publiques et privées en matière d'insertion sociale, de formation professionnelle et d'emploi; aux données de l'enquête et de son analyse; aux cahiers des charges incluant l'achèvement de formation professionnelle en entreprise d'habitants dans les travaux de mise en oeuvre du projet de quartier; aux priorités d'accès à l'occupation d'un logement social, le cas échéant à l'agence immobilière sociale locale.

Art. 6. Documents relatifs au financement.

Le dossier relatif au financement contiendra :

1° une estimation financière du coût de l'opération, en faisant apparaître le coût des différentes phases, celui des acquisitions et des travaux, en distinguant les différents intervenants, leur part d'intervention et les différents outils;

2° une évaluation du budget annuel que la commune et le centre public d'aide sociale sont capables de consacrer à la rénovation et s'engagent à affecter à cette fin;

3° un plan financier de l'opération faisant apparaître les montants des dépenses et des recettes prévisibles à charge du budget communal, assorti d'un programme de gestion des plus-values;

Art. 7. La commune désigne les personnes physiques ou morales, privées ou publiques, agréées conformément aux articles 202/1 à 202/4 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, chargées de l'élaboration du projet de quartier.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 mai 1995.

A. BAUDSON

ÜBERSETZUNG

D. 95 - 2516

[C - 27489]

23. MAI 1995. — Ministerialerlaß zur Ausführung von Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die Wallonische Region von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen, in seiner durch die Erlasse vom 15. Januar 1987, vom 4. November 1993 und vom 7. Juli 1994 abgeänderten Fassung

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die Wallonische Region von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Januar 1987, vom 22. Oktober 1987 vom 4. November 1993 und vom 7. Juli 1994 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 9. Dezember 1994 abgegebenen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Zusammensetzung und der Inhalt der erforderlichen Grundakte, um für den Genuß der Zuschüsse zulässig zu sein, umgehend festgelegt werden müssen;

In der Erwägung, daß zahlreiche Gemeinden ihre Akte zur Stadterneuerung auf der Grundlage der vorliegenden neuen Vorstellung aufstellen, und daß es daher aus Gründen der rechtlichen Sicherheit unerlässlich ist, sie dringend durch das schnelle Einsetzen dieser neuen Mittel zu beruhigen;

Beschließt der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens für die Wallonische Region:

Artikel 1. Die Akte zur Stadterneuerung oder "Viertelprojekt" umfaßt fünf Arten von Unterlagen: die sogenannten "verwaltungsmäßigen" Unterlagen, ein Dokument über die Untersuchungsdaten, die Analyse der Untersuchung, den Leitplan und die Bestimmungen bezüglich der Finanzierung der Maßnahme.

Art. 2. Verwaltungsmäßige Unterlagen.

Die Akte des Viertelprojekts muß das folgende beinhalten:

1° einen Auszug aus dem Protokollbuch des Gemeinderats, mit dem Beschluß, durch den das Prinzip der Maßnahme und die Grenzen des zu renovierenden Viertels bestimmt worden sind. In diesem Beschluß müssen die Wahl des Viertels und die Abgrenzung des Gebiets begründet werden;

2° die Zusammensetzung und die Regelung der in Artikel 18 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die Wallonische Region von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen erwähnten Kommission zur Stadtviertelerneuerung;

3° eine Notiz über die Verfahrensart der Anhörung der Einwohner, der Organisierung und der Häufigkeit dieser Anhörung;

4° den Beweis der Vorkehrungen, die getroffen worden sind, damit die Einwohner während und nach den Arbeiten im Viertel oder in der Nähe Unterkunft finden, im Sinne von Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die Wallonische Region von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen;

5° einen Auszug aus dem Protokollbuch des Rates des öffentlichen Sozialhilfezentrums, wenn dieser über seine Beteiligung an der Maßnahme entscheidet;

6° falls die Gemeinde die Mitwirkung einer Interkommunale anfordert, den in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die Wallonische Region von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen erwähnten Vertrag, der durch die Gemeinde genehmigt werden muß;

7° falls die Untersuchung des in Artikel 5, 3° erwähnten sozialen Abschnittes auferlegt wird, das Versprechen der Gemeinde, mit der Unterstützung ihres öffentlichen Sozialhilfezentrums, die Arbeitskraft des Viertels, die beruflich gebildet wird bzw. worden ist, teilweise anzuwenden, um die Arbeiten zur Verwirklichung des Projekts durchzuführen.

Art. 3. Dokument über die Untersuchungsdaten.

§ 1. Das Dokument besteht in zwei Abschnitten : eine Sammlung von objektiven Daten und eine Sammlung von subjektiven Daten.

§ 2. Die Sammlung der sogenannten "objektiven" Daten umfaßt:

1° ein Memorandum der sozialen und wirtschaftlichen Geschichte zur Erläuterung der aktuellen Raumplanung, das anhand von Plänen und Dokumenten, die diese sozialwirtschaftliche Entwicklung schildern, illustriert wird;

2° einen materiellen Abschnitt, der folgendes berücksichtigt:

a) die geographische Lage des zu renovierenden Viertels. Es werden ein Plan zur Lokalisierung der Gemeinde in ihrer Gegend, unter Angabe der natürlichen Grenzen, ein Plan zur Lokalisierung des Viertels in der Siedlung im Maßstab 1/10 000 unter Angabe der Hauptverkehrsstraßen, sowie ein Katasterplan des Viertels mit den Abgrenzungen des Gebiets aufgestellt;

b) die Struktur des zu renovierenden Viertels. In einer Gruppe von Plänen im Katastermaßstab oder im Maßstab 1/2 500 je nach der Größe des Viertels wird insbesondere das folgende angegeben:

- die Trasse der Straßen, die Parzellen;
- die Topographie und die Kraftlinien;
- die Zweckbestimmung der bebauten und der nicht bebauten Räume;
- der qualitative Zustand der Gebäude, d.h. die Beschreibung des materiellen Zustands, der Architekturwert, die Größenordnung der Gebäude;
- die Bezugspunkte und -räume;
- das Vorhandensein von verschiedenartigen Wasserläufen oder -flächen und deren Status;
- die Qualität der Umwelt;
- die Grüngebiete, insbesondere mit den interessanten Parks und Bäumen, die sowohl vom öffentlichen als auch vom privaten Bereich abhängen;
- das Vorhandensein von leeren oder verwahten Gebäuden;
- die in Prozenten ausgedrückte Verteilung der vermieteten oder von ihrem Eigentümer bewohnten Gebäude;
- die Anzahl der bestehenden Sozialwohnungen oder ihnen gleichgestellten Wohnungen und die Anzahl der offenbleibenden Anträge.

c) die bestehende rechtliche Lage:

- ein oder mehrere Pläne werden die öffentlichen Eigentümer (insbesondere diejenigen, die dem Staat, der Region, der Gemeinschaft, der Provinz, der Gemeinde, dem ÖSHZ und einer Interkommunale gehören), und die privaten Eigentümer (insbesondere diejenigen, die Privatpersonen und Privatunternehmen in Betrieb oder nicht in Betrieb gehören), angeben;
- die rechtliche Lage, insbesondere wenn ein Teil des Gebiets durch einen Bebauungsplan gedeckt ist oder auf dem Gebiet von stillgelegten Betriebsgeländen liegt;
- die unter Denkmalschutz gestellten oder im Verzeichnis der Denkmäler eingetragenen Güter;
- die öffentlichen Grunddienstbarkeiten/Wegerechte;
- die Anzahl der städtebaulichen Genehmigungen, die in einem fünfjährigen Zeitraum gewährt worden sind.

d) die Verkehrsprobleme.

Eine Gruppe von Plänen, in denen das folgende angegeben wird:

- die Arten der auswärtigen Verbindungen, der Verbindungen zwischen den Vierteln, und ihre Lokalisierung;
- die Arten der inneren Verbindungen innerhalb des Viertels mit dem Status und der Kategorie von Benutzern;
- die Hierarchie dieser Verbindungen;
- der Fluß (Dichte, Verkehrsstauungen, Geschwindigkeit, rote und gefährliche Zonen) der verschiedenen Verkehrsarten (Fußgänger, Fahrrad, PKW, LKW, öffentliche Verkehrsmittel).

3° einen wirtschaftlichen und funktionellen Abschnitt. Dieser beinhaltet einen oder mehrere Pläne, in denen die verschiedenen Ausrüstungen und Tätigkeiten angegeben werden : Verwaltungen (mit und ohne Schalter); Ausbildungsanstalten (Unterrichtsarten, Spezialitäten); Gesundheit, Kultur, Freizeitaktivitäten und Sport; Tourismus, Ausrüstung der Infrastruktur (Parkplatz, Friedhof, ...); Verkehrsmittel, schwerer tertiärer Sektor (insbesondere die Lager); sozialwirtschaftliche Betriebe; Industrie und Handwerk; ortsansässige oder ambulante Geschäfte.

4° einen sozialen Abschnitt, in dem das folgende angegeben wird:

- die Anzahl der Einwohner;
- die Verteilung der Bevölkerung nach Geschlecht;
- die Verteilung der Bevölkerung nach Alter;
- die Verteilung der Bevölkerung nach Staatsangehörigkeit;
- die Verteilung der Bevölkerung entsprechend dem Familienstand;
- die Größe der Haushalte;

- den sozialberuflichen Status der Bevölkerung;
- die Rate der berufstätigen und nicht berufstätigen Bevölkerung je nach Geschlecht, Alter und Staatsangehörigkeit;
- die Rate der Bezieher von Arbeitslosenzulagen je nach Alterstufe und nach Geschlecht und Staatsangehörigkeit;
- die Rate der Arbeitssuchenden je nach Alterstufe und nach Geschlecht und Staatsangehörigkeit;
- ein Dokument, in dem die Bevölkerungswechselrate seit fünf Jahren je nach sozialberuflichen Kategorien und Alterstufen angegeben wird;
- eine Aufstellung der Bevölkerung je nach Alter, Geschlecht, Familienstand, Staatsangehörigkeit, Größe der Haushalte, sozialem Status oder Beruf, Niveau und Art des Studiums, Einkommenshöhe, Anzahl Arbeitssuchender, Anzahl Rentner;
- Statistiken der Jugendkriminalitätsrate und der allgemeinen Kriminalitätsrate, wenn möglich auf einer Karte lokalisiert;

§ 3. Die Sammlung der sogenannten "subjektiven" Daten beinhaltet:

1° einen materiellen Abschnitt, der in dem folgenden besteht: Berücksichtigung der durch die Einwohner und die Benutzer geäußerten Wünsche bezüglich der Planung des bebauten und nicht bebauten Lebensrahmens und ihre Vorrangreihenfolge einerseits, und Identifizierung durch die Einwohner der mit Karten und Fotos illustrierten Elemente des "sozialen Erbes" andererseits;

2° einen wirtschaftlichen und funktionellen Abschnitt, in dem die von den Einwohnern und Benutzern erwünschten Schaffungen, Dynamisierungen und Erhaltungen von öffentlichen Ausrüstungen erwähnt werden;

3° einen sozialen Abschnitt, mit:

- einer Studie der Lebensweise der Einwohner des Viertels;
- eine Zusammenfassung des Bildes, das die Einwohner von ihrem Viertel haben, und des Bildes, das sie ihm geben möchten;
- eine Zusammenfassung des aktiven Beitrags, den die Einwohner bereit sind, zur Verwirklichung des Viertelprojekts zu bringen.

Art. 4. Analyse der Untersuchung.

§ 1. Auf der Grundlage der Auskünfte bezüglich der Untersuchungsdaten muß die Analyse das folgende hervorbringen:

1° die Identität des Viertels unter Berücksichtigung der Weise, wie die Einwohner ihren Lebensraum wahrnehmen;

2° die Trümpfe des Viertels, die zu seiner Entwicklung beitragen, insbesondere seine natürlichen Schätze so wie Vegetation und Wasser, seinen sozialen Reichtum wie Vereine, Festveranstaltungen, Märkte, Schulaktivitäten, kulturelle Aktivitäten, Sozialhilfedienststellen oder Berufsbildungszentren, sein Erbe- und Architekturvermögen, sein städtebauliches Vermögen, wie die wichtigsten Gebäude des Viertels, die interessanten Verbindungen, die Plätze und kleinen Grünanlagen, seine wirtschaftlichen Schätze;

3° die Schwächen des Viertels, auf der Grundlage derselben Kriterien wie die in Punkt 2 des vorliegenden Artikels erwähnten Kriterien.

§ 2. Die durch § 1 hervorgebrachte Bilanz wird eine Durchführbarkeitsanalyse der aus den durch die Untersuchung ermittelten vorrangige Maßnahmen darstellen, auf der Grundlage der Trümpfe und Schwächen des Viertels.

Art. 5. Leitplan.

Der Leitplan deckt einen Raum, der dem Renovierungsbereich entspricht, und muß mindestens das folgende beinhalten:

1° einen materiellen Abschnitt, in dem die zu verwirklichenden Ziele aufgeführt werden, d.h. der bzw. die Übersichtspläne der Zweckbestimmungen der bebauten oder nicht bebauten unbeweglichen Güter; die beabsichtigten Arten der Wiederaufwertung des Lebensrahmens des Viertels insbesondere hinsichtlich der Sauberkeit, der Sicherheit, der Spiel- und Treffräume und der Grünflächen; die Auflistung aller Projekte, die zwecks der Verwirklichung des Leitplans durchzuführen sind und unter Berücksichtigung der beabsichtigten öffentlichen und erwarteten privaten Neugestaltungspläne zu konkretisieren sind; die Beschreibung jedes Projekts in seinen verschiedenen Stufen und entsprechend seinem Vorrang, mit Schätzung, Zeitplan und Durchführbarkeit.

In den Initiativvierteln im Sinne von Artikel 27 § 1 des Erlasses vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die Wallonische Region von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen, in seiner am 7. Juli 1994 abgeänderten Fassung, werden außerdem die durch die Einwohner erbrachte Arbeitskraft für die Nachbarschaftsarbeiten in Anspruch genommen und die Untersuchungsdaten und deren Analyse angewandt, um diese Ziele zu erreichen.

2° einen wirtschaftlichen und funktionellen Abschnitt, der das folgende beinhaltet:

- einen Strategievorschlag, um dem durch die Untersuchung festgestellten Mangel an Aktivitäten und an Ausrüstungen abzuhelfen;
- in den Initiativvierteln, eine Schätzung des Typs der Aktivitäten und Ausrüstungen, die durch die Durchführung der Maßnahme zu schaffen sind, und eine Schätzung der Anzahl Arbeitsplätze pro Aktivität;

Um diese Ziele zu erreichen, werden die Untersuchungsdaten und deren Analyse angewandt.

3° in den Initiativvierteln, einen sozialen Abschnitt, der so wie der im Rahmen einer Wohnviertelregie oder eines Betriebs zur Berufsbildung gestaltete Abschnitt den Typ der geschaffenen Nachbarschaftsarbeiten beinhaltet, und in dem der Typ der zur Schaffung dieser Arbeitsplätze notwendigen Ausbildungen angegeben ist. Um diese Ziele zu erreichen, werden die folgenden Mittel in Anspruch genommen: die verschiedenen öffentlichen und privaten Hilfen in Sachen soziale Eingliederung, Berufsbildung und Beschäftigung; die Untersuchungsdaten und deren Analyse; die Lastenhefte, einschließlich der Vollerfüllung der innerhalb eines Einwohnerbetriebs organisierten beruflichen Ausbildung durch Ausführung der Arbeiten zur Verwirklichung des Viertelprojekts; die Bedingungen für einen vorrangigen Zugang zur Bewohnung einer Sozialwohnung, ggf. die lokale Agentur für soziale Wohnungen.

Art. 6. Unterlagen bezüglich der Finanzierung.

Die Akte bezüglich der Finanzierung beinhaltet:

1° eine finanzielle Schätzung der Kosten der Maßnahme, in der die Kosten der verschiedenen Stufen d.h. die Stufe der Anschaffungen und die Stufe der Arbeiten erscheinen, in der die verschiedenen Beteiligten, die Höhe deren Beteiligung und die verschiedenen Arbeitsmittel unterschieden werden;

2° eine Schätzung der jährlichen Haushaltsmittel, welche die Gemeinde und das öffentliche Sozialhilfezentrum für die Renovierung bereitstellen können und sich verpflichten, zu diesem Zweck anzuwenden;

3° einen Finanzplan der Maßnahme, in dem die Beträge der vorhersehbaren Ausgaben und Einnahmen zu Lasten des gemeindlichen Haushalts erscheinen, zusammen mit einem Verwaltungsprogramm der Mehreinnahmen;

Art. 7. Die Gemeinde bezeichnet die natürlichen oder juristischen Personen des privaten oder des öffentlichen Rechts, die gemäß Artikel 202/1 bis 202/4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe zugelassen sind und mit der Aufstellung des Viertelprojekts beauftragt werden.

Art. 8. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 23. Mai 1995.

A. BAUDSON

VERTALING

N. 95 - 2516

[C - 27489]

23 MEI 1995. — Ministerieel besluit tot uitvoering van artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 tot toekenning door het Gewest van toelagen voor het uitvoeren van stadsvernieuwingsoperaties, zoals gewijzigd bij de besluiten van 15 januari 1987, 4 november 1993 en 7 juli 1994

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 tot toekenning door het Gewest van toelagen voor het uitvoeren van stadsvernieuwingsoperaties, gewijzigd bij de besluiten van 15 januari 1987, 4 november 1993 en 7 juli 1994;

Gelet op het advies van de Commissie voor ruimtelijke ordening, gegeven op 9 december 1994;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de inhoud van het basisdossier zo spoedig mogelijk moet worden vastgesteld om aanspraak te kunnen maken op toelagen;

Overwegende dat talrijke gemeenten hun stadsvernieuwingsdossier op basis van de nieuwe presentatiewijze samenstellen en dat ze bijgevolg, om redenen van rechtszekerheid, dringend moeten worden gerustgesteld door het spoedig aanwenden van nieuwe hulpmiddelen,

Besluit :

Artikel 1. Het dossier inzake stadsvernieuwing of "wijkproject" bestaat uit 5 soorten van documenten : de zogenaamde "administratieve" documenten, een document m.b.t. de gegevens van het onderzoek, de analyse van het onderzoek, het streekplan en de bepalingen inzake financiering van de operatie.

Art. 2. Administratieve documenten.

Het dossier m.b.t. het buurtproject moet de volgende documenten bevatten :

1° een uittreksel van de beraadslagingen van de gemeenteraad waarbij het principe van de operatie alsmede de omtrek van de te vernieuwen wijk zijn bepaald. In de beraadslaging moeten de redenen van de keuze van de wijk alsmede het tracé van de omtrek voorkomen;

2° de samenstelling en het reglement van de commissie voor wijkvernieuwing, zoals bedoeld in artikel 18 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 tot toekenning door het Gewest van toelagen voor het uitvoeren van stadsvernieuwingsoperaties;

3° een nota over de wijze van raadpleging van de inwoners, de organisatie en de frequentie ervan;

4° het bewijs van de getroffen maatregelen om de inwoners, tijdens en na de werken, in de wijk of in de nabijheid te huisvesten, zoals bedoeld in artikel 9 van voornoemd besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985;

5° een uittreksel van de beraadslagingen van de raad van het O.C.M.W. wanneer hij beslist aan de operatie deel te nemen;

6° indien de gemeente een beroep op een intercommunale heeft gedaan, de door de gemeente goedgekeurde overeenkomst bedoeld in artikel 3 van voornoemd besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985;

7° indien een onderzoek van de in artikel 5, 3°, bedoelde sociale aspecten zich opdringt, de verbintenis van de gemeente, bijgestaan door haar O.C.M.W., tot gedeeltelijke indienstneming van de arbeidskrachten van de wijk die een beroepsopleiding volgen of gevormd zijn om werken m.b.t. de verwezenlijking van het project uit te voeren.

Art. 3. Document over de gegevens van het onderzoek.

§ 1. Het document moet uit twee delen bestaan : een verzameling van objectieve gegevens en een verzameling van subjectieve gegevens.

§ 2. De verzameling van zogenaamde "objectieve" gegevens bevat :

1° een memorie over de sociaal-economische geschiedenis, die de huidige ruimtelijke ordening toelicht en gestaafd is met plannen en documenten over deze sociaal-economische evolutie;

2° een fysiek gedeelte dat rekening zal houden met :

a) de geografische ligging van de te vernieuwen wijk :

volgende plannen zullen opgemaakt worden :

- een plan waarbij de ligging van de gemeente t.o.v. haar gewest wordt bepaald en de natuurlijke grenzen worden aangegeven;

- een plan met de ligging van de wijk in de agglomeratie bij een schaal van 1/10 000 en met vermelding van de voornaamste verkeersaders;

- een kadastraal plan van de wijk met de grenzen van de omtrek;

b) de structuur van de te vernieuwen wijk :

een reeks plannen op kadastrale schaal of bij een schaal van 1/2 500 naar gelang de grootte van de wijk, met volgende gegevens :

- het wegtracé, de perceelsgewijze staat;

- de topografie en de krachtlijnen;

- de aanwending van de gebouwde en ongebouwde ruimten;

- de kwalitatieve staat van de gebouwen, met name de beschrijving van de fysieke staat, de architecturale waarde, het profiel van de gebouwen;

- de merkpunten en -ruimten;
- de aanwezigheid van diverse waterstromen en -oppervlakken en hun statuten;
- de milieukwaliteit;
- de groengebieden, met name de interessante parken en bomen die zowel het openbaar als het privé-domein toebehoren;
- de aanwezigheid van lege of achtergelaten gebouwen;
- de in percentage uitgedrukte verdeling van de verhuurde of door de eigenaar bewoonde gebouwen;
- het aantal bestaande sociale of ermee gelijkgestelde woningen, het aantal hangende aanvragen;
- c) de bestaande juridische toestand :
 - op één of meer plannen moeten de overheidseigendommen voorkomen (met name die van de Staat, van het Gewest, de Gemeenschap, de provincie, de gemeente, het O.C.M.W. en de intercommunale) en de privé-eigendommen (met name die van particulieren en privé-ondernemingen die al dan niet in werking zijn);
 - de juridische toestand, meer bepaald wanneer een deel van het grondgebied het voorwerp uitmaakt van een bijzonder plan van aanleg of in een ontstek van afgedaakte bedrijfsruimten gelegen is;
 - de beschermde goederen of de goederen die op de lijst van de monumentenzorg vermeld staan;
 - de openbare erfdienstbaarheden;
 - het aantal vergunningen inzake stedenbouw die voor een periode van vijf jaar verleend worden;
- d) de problemen m.b.t. het verkeer :
 - een reeks schema's met :
 - de typen externe verbindingen, de verbindingen tussen wijken en de lokalisatie ervan;
 - de typen verbindingen binnen de wijk met het statuut en het type gebruikers;
 - de hiërarchie van deze verbindingen;
 - de stroom (intensiteit, opstoppingen, snelheid, rode en gevaarlijke zones) van de verschillende typen vervoermiddelen (voetganger, fiets, wagen, zwaar voertuig, openbaar vervoer);

3° een economisch en functioneel gedeelte :

het bevat één of meer plannen waarin de voorzieningen en activiteiten vermeld worden : besturen (met of zonder loket); vormingen (typen onderwijs, specialiteiten); gezondheid, cultuur, vrijetijdsbesteding en sport; toerisme, infrastructuurvoorzieningen (parkeerplaatsen, kerkhof,...); vervoer, zware tertiaire sector (met name de opslagplaatsen); ondernemingen voor sociale economie, industrie en handwerksnijverheid, sedentaire en niet-sedentaire handel;

4° een sociaal gedeelte met :

- het aantal inwoners;
- de indeling van de bevolking per geslacht;
- de indeling van de bevolking per leeftijd;
- de indeling van de bevolking per nationaliteit;
- de indeling van de bevolking volgens de burgerlijke stand;
- de gezinsgrootte;
- het sociaal-economische statuut van de bevolking;
- het percentage van de actieve en niet-actieve bevolking per geslacht, leeftijd en nationaliteit;
- het percentage van de bevolking die werkloosheidsuitkeringen geniet, per leeftijdsgroep en volgens het geslacht en de nationaliteit;
- het percentage van de werkzoekende bevolking per leeftijdsgroep en volgens het geslacht en de nationaliteit;
- een document met het rotatiepercentage van de bevolking naar gelang van de sociaal-economische categorieën en per leeftijdsgroep sinds vijf jaar;
- een opgave van de bevolking met melding van leeftijd, geslacht, burgerlijke stand, nationaliteit, gezinsgrootte, sociaal statuut of beroep, niveau en type studies, inkomensniveau, aantal werkzoekenden, aantal gepensioneerden;
- statistieken inzake misdadigheid en criminaliteit, indien mogelijk op een kaart gelokaliseerd.

§ 3. De verzameling van zogenaamde "subjectieve" gegevens bevat :

1° een fysiek gedeelte waarbij enerzijds rekening wordt gehouden met de prioritaire wensen van de inwoners en gebruikers i.v.m. de inrichting van de al dan niet bebouwde omgeving, en waarbij anderzijds de d.m.v. kaarten en foto's geïllustreerde elementen van het "sociale erfgoed" door de inwoners geïdentificeerd worden;

2° een economisch en functioneel gedeelte m.b.t. de oprichtingen, het dynamiseren, de instandhouding van de door de inwoners en gebruikers gewenste openbare voorzieningen;

3° een sociaal gedeelte met de volgende elementen :

- een studie over de levensstijl van de wijkbewoners;
- een synthese van het beeld dat de inwoners van hun wijk hebben en van het beeld dat zij haar willen geven;
- een synthese van de actieve medewerking die de inwoners graag willen verlenen voor de uitvoering van het wijkproject.

Art. 4. De analyse van het onderzoek.

§ 1. Uitgaande van de gegevens van het onderzoek moet de analyse de volgende elementen aan het licht brengen :

- 1° de identiteit van de wijk, die rekening houdt met de wijze waarop de inwoners zich hun levensruimte voorstellen;
- 2° de middelen waarover de wijk beschikt om zich te ontwikkelen, met name :
 - natuurlijke hulpbronnen, zoals vegetatie en water;
 - sociale hulpmiddelen, zoals het verenigingsleven, festiviteiten, markten, culturele en schoolactiviteiten, diensten voor sociale hulp of centra voor beroepsopleiding;
 - patrimoniale en architecturale rijkdommen;
 - urbanistische hulpmiddelen, zoals sleutelgebouwen, interessante verbindingen, pleinen of squares;
 - economische hulpmiddelen;
- 3° de zwakke punten van de wijk, vastgesteld op grond van de thema's bedoeld in 2° hierboven.

§ 2. Er zal een haalbaarheidanalyse uitgevoerd worden m.b.t. de prioriteiten die naar gelang de troeven en zwakke punten van de wijk naar aanleiding van het onderzoek worden vastgelegd.

Art. 5. Het streekplan.

Het streekplan dat betrekking heeft op de door de vernieuwingsomtrek afgebakende ruimte, moet minstens de volgende elementen bevatten :

1° een fysiek gedeelte met de te bereiken doelstellingen, met name :

- het/de massa-plan(nen) van de bestemmingen van de al dan niet bebouwde onroerende goederen;
- het soort geplande herwaarderingen van de wijkomgeving, o.a. inzake nethheid, veiligheid, speelruimten en trefpunten, groengebieden;
- de lijst van al de uit te voeren projecten voor de verwezenlijking van het streekplan en van de in één plan te konkretiseren projecten, met inachtneming van de geplande openbare en privé-inrichtingen;
- de beschrijving, per fase, van elk project volgens de prioriteit ervan, met raming, tijdschema, haalbaarheid.

In de initiatiefwijken, zoals bedoeld in artikel 27, § 1, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 tot toekenning door het Gewest van toelagen voor het uitvoeren van stadsvernieuwingsoperaties, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994, zal voor buurtwerken bovendien beroep worden gedaan op de arbeidskracht van de inwoners, alsmede op de gegevens van het onderzoek en van de analyse ervan;

2° een economisch en functioneel gedeelte met de volgende elementen :

- een strategievoorstel om het door het onderzoek getoonde gebrek aan activiteiten en voorzieningen op te lossen;
- in de initiatiefwijken, een schatting van het type activiteiten en voorzieningen die de operatie in de wijk moet scheppen, en van het aantal banen per activiteit.

Om deze doelstellingen te bereiken zal gebruik worden gemaakt van de gegevens van het onderzoek en van de analyse ervan;

3° in de initiatiefwijken, een sociaal gedeelte met het soort geschapen buurtarbeidsplaatsen, zoals die bedacht in het kader van een buurtregie of van een onderneming voor beroepsopleiding en het soort vereiste vormingen om deze arbeidsplaatsen te scheppen. Om deze doelstellingen te bereiken zullen de volgende middelen gebruikt worden :

- de verschillende openbare en privé-hulpverleningen inzake sociale integratie, beroepsopleiding en tewerkstelling;
- de gegevens van het onderzoek en de analyse ervan;
- de bestekken met de beëindiging van de beroepsopleiding, in ondernemingen, van de inwoners voor de werken i.v.m. het uitvoeren van het wijkproject;
- de voorrang van toegang tot een sociale woning, in voorkomend geval, tot het lokale makelaarskantoor voor sociale woningen.

Art. 6. Documenten m.b.t. de financiering.

Het dossier m.b.t. de financiering moet de volgende elementen bevatten :

1° een kostenraming van de operatie, met inbegrip van de kosten van de verschillende fasen, van de aankopen en de werken, waarbij een onderscheid moet worden gemaakt tussen de verschillende tussenkomende partijen, hun bijdrage en de verschillende hulpmiddelen;

2° een raming van de jaarlijkse begroting die de gemeente en het O.C.M.W. aan de vernieuwing kunnen besteden en beloven te besteden;

3° een financieel plan van de operatie, met de bedragen van de verwachte uitgaven en ontvangsten ten laste van de gemeentebegroting, dat gepaard gaat met een programma voor het beheer van de meerwaarden.

Art. 7. De gemeente wijst de privé- of openbare natuurlijke of rechtspersonen aan, die overeenkomstig de artikelen 202/1 tot 202/4 van het "C.W.A.T.U.P." erkend zijn en met de opstelling van het wijkproject belast zijn.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 23 mei 1995.

A. BAUDSON

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

11 AOUT 1995. - Arrêté ministériel n° 16 portant confirmation d'agrément et retrait d'office d'agrément en application de l'article 111 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation

Le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Economie et des télécommunications,

Vu la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, modifiée par la loi du 6 juillet 1992, notamment les articles 74, 75, 78 et 111;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1992 déterminant le montant de l'actif net requis dans le chef du prêteur visé à l'article 75, § 3, 1°, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation;

Vu l'arrêté royal du 25 février 1992 relatif aux demandes d'agrément et d'inscription visées aux articles 74 et 77 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, modifié par l'arrêté royal du 24 août 1992;

Vu les dossiers administratifs constitués;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

11 AUGUSTUS 1995. - Ministerieel besluit nr. 16 houdende bevestiging van erkenning en ambtshalve intrekking van erkenning in toepassing van artikel 111 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet

De Vice-Eerste Minister, Minister van Economie en Telecommunicatie

Gelet op de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1992, inzonderheid op de artikelen 74, 75 en 78 en 111;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1992 tot bepaling van het bedrag van het in hoofde van de kredietgever vereiste netto-actief bedoeld in artikel 75, § 3, 1°, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 1992 betreffende de aanvragen om erkenning en inschrijving bedoeld bij de artikelen 74 en 77 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, gewijzigd bij koninklijk besluit van 24 augustus 1992;

Gelet op de samengestelde administratieve dossiers;